

73.01.03 PCAE - Plan Végétal Environnement

| 1. Base réglementaire PSN | |
|---|--|
| Fonds | FEADER |
| Type d'intervention RDR 4 | Article 73 - Investissements |
| Base réglementaire : article du PSN | Article 73.01 Investissements productifs agricoles |
| Intitulé dispositif régional NAQ | PCAE - Plan Végétal Environnement |
| Indicateurs de résultats associés | <p>R.16 Investissements liés au climat : Nombre d'exploitations agricoles bénéficiant d'une aide PAC contribuant à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci, ainsi qu'à la production d'énergies renouvelables ou de biomatériaux</p> <p>R.26 Investissements liés aux ressources naturelles : Nombre d'exploitations agricoles recevant une aide pour des investissements liés à la protection des ressources naturelles</p> |
| Indicateurs de réalisation associés | O.20 Nombre d'opérations ou d'unités bénéficiant d'une aide en faveur d'investissements productifs dans les exploitations |
| Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre) | <p><u>Investissements matériels et immatériels, aAcquisition de matériels et d'outils numériques :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - permettant une réduction ou la suppression de l'utilisation d'intrants (pesticides, nitrates, eau). <p><u>Acquisition de matériels v</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>visant le développement des productions végétales régionales en contribuant également à l'essor des marchés locaux et à l'installation de nouveaux et jeunes agriculteurs.</u> |
| Date indicative de démarrage du dispositif | Mai 2023 |
| 2. Eligibilité | |
| Bénéficiaires éligibles | <p>Les porteurs de projets éligibles sont les exploitations agricoles qui rentrent dans l'une des trois catégories ci-dessous :</p> <p>1/ Agriculteur actif personne physique, assuré pour son propre compte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sous un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (ATEXA). En outre, pour une personne physique ayant dépassé l'âge de 67 ans, elle ne doit pas avoir fait valoir ses droits à la retraite.</p> <p>2/ Agriculteur actif personne morale exerçant sous forme sociétaire (à l'exclusion des SCI et GFA), remplissant les <u>conditions suivantes cumulatives</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'objet de la société est agricole, ET • au moins un associé respecte les conditions fixées pour une personne physique¹, ou en l'absence, l'ensemble des dirigeants doivent relever du régime de |

1 l'associé doit être affilié à l'ATEXA au titre de son activité au sein de la société. Cela signifie qu'il doit être considéré par la MSA comme participant aux travaux au sein de la société.

| | |
|--------------------------|--|
| | <p>protection sociales des salariés des professions agricoles, ne pas avoir fait valoir leurs droits à la retraite dès lors qu'ils ont dépassé 67 ans, et détenir directement conjointement un nombre de parts sociales de la société qu'ils dirigent, supérieur ou égal à 25%.</p> <p>3/ Agriculteur actif personne morale exerçant sous forme d'association ou de Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) remplissant les conditions suivantes cumulatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'objet de l'association ou de la SCIC est agricole, ET • au moins un adhérent ou associé respecte les conditions fixées pour une personne physique ou morale. <p>Les conditions d'éligibilité sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans les appels à projets.</p> |
| Conditions d'éligibilité | <p>L'exploitation agricole est certifiée ou en conversion en Agriculture Biologique portant sur les productions agricoles concernées par le projet. Chaque production végétale concernée par les investissements financés est exploitée en tout ou partie en agriculture biologique.</p> <p>Ou</p> <p>détient une certification HVE ou une autre certification environnementale reconnue par l'autorité de gestion après expertise,</p> <p>Ou</p> <p>est située sur une zone à enjeu eau des agences de l'eau et l'exploitation a engagé un Accompagnement Individuel d'Exploitation (AIE).</p> <p>Ou</p> <p>est engagée dans une transition agroécologique. Des précisions complémentaires seront apportées dans les appels à projets.</p> <p>Ces conditions seront vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans les appels à projets. Pour ces dernières, elles seront à établir au plus tard au moment du solde de l'aide.</p> |
| Coûts éligibles | <p>Il s'agit d'investissements matériels <u>agricoles (dont occasion pour certains types de matériels) et immatériels agricoles (dont occasion pour certains types de matériels)</u> visant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'efficience de l'utilisation de l'eau, - la suppression de l'utilisation de pesticides, - la réduction de l'utilisation de fertilisants minéraux - le développement de productions végétales. <p>ainsi que de dépenses immatérielles en lien avec le projet.</p> <p>La liste précise d'investissements éligibles sera décrite dans les appels à projets.</p> |

| | |
|--|---|
| Inéligibilités | La liste d'investissements inéligibles sera précisée dans les appels à projets. |
| Eligibilité temporelle des dépenses | Les dépenses sont éligibles à compter du dépôt de la demande d'aide. Des précisions complémentaires seront apportées dans les appels à projets. |
| Eligibilité géographique | Siège d'exploitation en Nouvelle-Aquitaine. |
| Ligne de partage PSR/autres dispositifs régionaux ou nationaux | Aucune autre aide publique ne soutient les actions décrites dans cette fiche, il n'y a pas de risque de double financement. <u>Une ligne de partage est établie entre les projets relevant du présent dispositif et ceux émergeant à l'appel à projets régional. Il n'y a pas de risque de double financement. Pour les appels à projets nationaux, la réalisation de contrôles croisés permettra de s'assurer de l'absence de double financement.</u> |
| Ligne de partage FESI | Le GAL ne pourra pas mobiliser son enveloppe LEADER pour des typologies d'actions éligibles au présent dispositif. |
| 3. Modalités d'octroi de l'aide | |
| Principes de sélection | Une sélection ou priorisation des dossiers pourra être menée selon les conditions fixées dans l'appel à projets, sur <u>Dispositif non soumis à la sélection</u> <u>a base des principes suivants :</u> <u>- Projet confortant la transition agroécologique ;</u> <u>- Projet favorisant le renouvellement des générations ;</u> <u>- Projet favorisant la réduction de la pénibilité du travail ;</u> <u>- Projet en lien avec une diversification des revenus de l'exploitation, réorientation ou reconversion de production ;</u> <u>- Projet en lien avec une stratégie de filières en cohérence avec les plans filières de la Région Nouvelle-Aquitaine ;</u> <u>- Projet porté par une exploitation n'ayant pas bénéficié d'un tel dispositif antérieurement à la demande de subvention.</u> |
| Fonctionnement du dispositif | Appel à projets |
| Bonifications éventuelles | Si exploitation engagée en AB sur tout ou partie de la production végétale objet de l'investissement = 10% Les conditions d'accès aux bonifications sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans les appels à projets. |
| Montants et taux maximum d'aide publique | Taux maximum d'aide publique = 40% Taux de base = 30% et bonification AB = 10% |
| 4. Nature et montant de l'aide | |
| Taux de cofinancement FEADER | 60% |
| Type de soutien | Subvention |
| Top up | Oui |
| Co financeurs principaux/ponctuels | Agences de l'eau, Région |
| 5. calcul du montant de l'aide | |
| Plancher (en dépenses éligibles) | Le plancher est précisé dans les appels à projets. |

| | |
|--|---|
| | Le plancher s'applique au dépôt de la demande d'aide. |
| Plafonds (en dépenses éligibles) | <p>Le plafond de dépenses éligibles est précisé dans les appels à projets.</p> <p>La transparence GAEC s'applique dans la limite de 2 plafonds pour 2 associés et de 2,5 plafonds pour 3 associés et plus. Ces plafonds s'appliquent au dépôt de la demande d'aide.</p> |
| Modalités de versement | Un seul paiement (solde). |
| Recours à des options de coûts simplifiés (OCS) | <p>L'application d'options de coûts simplifiés est possible au titre de la mise en œuvre du dispositif.</p> <p>Dans ce cas, un barème standard de coût unitaire pourra s'appliquer, basé sur un référentiel régional de prix.</p> <p>Les modalités d'application de cette OCS seront précisées dans les documents de mise en œuvre.</p> |
| Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses | |
| Règlementation aides d'Etat | Soumis à l'Article 42 du TFUE |
| Maintien des dépenses | <p>Les investissements matériels et équipements accompagnés doivent être conservés pendant une durée minimale de 3 ans à compter de la date de la dernière signature de la décision juridique.</p> <p>En cas de non-respect de cette obligation, le bénéficiaire s'expose au remboursement de tout ou partie de l'aide accordée.</p> <p>Des précisions sur les conditions de mise en œuvre de cette règle sont apportées dans les documents de mise en œuvre.</p> |